concerne les progrès réalisés dans ce domaine. En 1942 la Colombie-Britannique avait un seul agent de surveillance pour adultes et un seul bureau qui, je crois, se trouvait à Vancouver. Aujourd'hui le personnel du service de liberté surveillée compte environ 35 personnes et les succursales sont au nombre de 17. Les résultats obtenus en Colombie-Britannique et en Ontario se sont révélés satisfaisants et réjouissants. Je répète par conséquent ce que j'ai dit au début de mes observations. Pour assurer l'uniformité dans le régime de la mise en liberté surveillée, je recommande que notre gouvernement considère la possibilité d'intervenir d'une façon ou d'une autre dans ce domaine.

Je parlerai brièvement d'une autre question, qui ne se rapporte pas du tout à la liberté surveillée. Il y aurait lieu d'envisager une modification éventuelle du Code criminel relativement à cette question. Il faudrait modifier la disposition actuelle de la loi prescrivant que, dans les causes criminelles, les jurés doivent être d'un avis unanime avant de rendre un verdict de culpabilité ou de non-culpabilité. Une longue pratique de ce domaine et certaines constatations particulièrement pénibles dans des causes criminelles qui ont donné lieu à des divergences, où, comme dirait le profane, les délibérations du jury ont avorté, me permettent de dire que j'exprime l'avis de mes collègues du barreau en proposant la modification du Code criminel de façon à permettre qu'un verdict rendu à la majorité puisse entraîner l'acquittement, bien que je sois persuadé qu'il faille conserver les dispositions actuelles exigeant l'unanimité quant au verdict de culpabilité.

Voici pour quelles raisons j'adopte cette attitude. D'après nos lois, comme les honorables députés le savent, la culpabilité ne peut être établie que par une preuve qui écarte tout doute raisonnable. J'ai la conviction que lorsque la majorité des jurés, surtout quand il s'agit d'une forte majorité, a des doutes, nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il existe un doute raisonnable. Par ailleurs, quand un juré garde un doute, je ne crois pas qu'on puisse considérer que la culpabilité ait été établie au delà d'un doute raisonnable. Sir James Stephen, autorité anglaise éminente en droit criminel, a préconisé il y a des années la modification que je recommande aujourd'hui.

Pour illustrer ma thèse, je vais démontrer les difficultés en ce qui a trait à l'unanimité qu'impose très souvent la loi actuelle. Quelques députés, spécialement ceux de la région de Toronto, ont probablement lu ces dernières semaines les comptes rendus du fameux procès relatif à l'affaire Aconic. Le procès a commencé au début de l'automne dernier, je crois.

[M. Maloney.]

Il a duré six semaines et a donné lieu à une divergence d'opinion parmi les jurés dont la majorité voulait rendre un verdict d'acquittement. Dans le nouveau procès, la même chose s'est produite après des débats qui ont duré quatre semaines; onze jurés contre un se sont prononcés en faveur de l'acquittement et un juré a réussi à empêcher qu'un verdict de non culpabilité soit rendu. Un tel procès illustre bien les frais énormes qui en découlent pour les contribuables et, naturellement, les frais et dépenses considérables incombant à l'accusé.

Je me souviens très bien d'un cas dont j'ai eu à m'occuper, il y a quelques mois à peine, concernant un jeune homme de 20 ou 21 ans, d'une excellente famille. Il avait un dossier intact. Il était accusé d'un vol plutôt insignifiant. Il a comparu devant le jury, puis ce dernier s'est retiré pour en arriver à un verdict. L'affaire a été entendue dans une localité rurale où l'insonorisation de la salle des jurés n'est pas aussi absolue que dans certaines régions urbaines. Les spectateurs qui se trouvaient dans la salle d'audience n'ont pu s'empêcher d'entendre ce qui se passait dans la chambre du jury.

Les jurés, comme ils l'ont révélé plus tard, étaient 11 contre 1 pour l'acquittement du jeune homme, qui avait offert une défense tout à fait valide et digne de foi. Mais un juré avait décidé de rester là,—et je me souviens qu'il l'a maintes fois répété,—comme il l'avait fait souvent à des réunions, jusqu'à trois heures du matin avant de se rallier à l'opinion des autres. Il disait que si ce jeune homme était acquitté, d'autres jeunes gens de la ville viendraient à la campagne, pendant l'été, se livrer à du vandalisme dans les chalets. Ces observations n'étaient pas du tout pertinentes et, de toute évidence, elles ne méritaient pas qu'on s'y arrête, surtout vu que tous les autres jurés étaient fortement favorables à l'acquittement.

Dans les deux cas que j'ai cités, l'affaire Aconic et celui du jeune garçon, auquel j'ai été mêlé en tant qu'avocat, le procureur général de l'Ontario, ayant été saisi d'une demande, a fait évidemment ce qui était en son pouvoir: il a fait arrêter la procédure à l'égard de ces deux mises en accusation. Ce sont là simplement deux exemples de la façon dont l'application du principe de l'unanimité peut porter préjudice, et je pourrais en citer encore beaucoup d'autres aux députés.

Je remercie les députés de l'attention qu'ils ont bien voulu prêter à mes observations. Je recommande mes propositions au ministre et au gouvernement pour toute considération qu'ils jugeront qu'elles méritent.